



KINGDOM OF CAMBODIA

NATION – RELIGION - KING



Please check against delivery

Statement by

His Excellency Mr. Prak Sokhonn

Senior Minister

**Minister of Foreign Affairs and International Cooperation
of the Kingdom of Cambodia**

at

the 71st Session of the United Nations General Assembly

New York, 24 September 2016

Assemblée générale des Nations Unies
Soixante et onzième session ordinaire
Discours de Son Excellence, M. PRAK Sokhonn,
Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et de la
Coopération internationale du Cambodge
24 septembre 2016

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire Général,
Excellences, Mesdames et Messieurs,

1. J'adresse mes cordiales félicitations à Son Excellence M. Peter THOMSON, de la République des Fidji pour son élection à la présidence de cette 71^e Assemblée générale. Avec le représentant d'un pays célèbre pour la qualité de son rugby à la direction de nos travaux, nous sommes assurés que ceux-ci seront magistralement arbitrés. Je veux me joindre à celles et ceux qui ont exprimé notre gratitude commune à l'égard de Son Excellence BAN Ki-moon qui n'a ménagé aucun effort en sa qualité de Secrétaire Général pour préserver la paix là où elle était menacée et pour tenter de la retrouver là où la violence sévit. Les limites auxquelles il a été confronté ne sont pas les siennes, mais celle d'une ONU qui doit être réformée.

2. Notre Assemblée générale nous offre l'occasion de dresser un état des lieux de notre humanité et de notre planète, chacun d'entre nous s'efforçant d'exprimer les inquiétudes et les attentes de son peuple. Nous sommes les voix de la planète.

3. Mais nous ne serions pas crédibles si nous disions que le monde va bien. Force est de constater que les formidables progrès de la science et des technologies ne sont pas assez mis au service de la paix et du bien-être de l'humanité. Un mot résume le tragique de notre monde : violence. Violence guerrière, violence terroriste, violence faite aux civils et dramatiquement à l'enfance, mais aussi

violence faite aux autres espèces vivantes qui disparaissent en grand nombre, violence faite à la planète qui subit des bouleversements qui mettent en danger la survie même de l'humanité telle que nous la connaissons aujourd'hui.

4. Comment se peut-il qu'au 21^e siècle nous en soyons encore là ? Il ne suffit pas de poser un constat qui saute aux yeux de tous. Il faut comprendre et réagir. Nos générations, surtout celles qui viennent, méritent mieux que l'état du monde d'aujourd'hui.

5. Le temps dont je dispose m'oblige à privilégier quelques thèmes. Je veux d'abord aborder celui de la **sécurité collective**. Le monde est frappé de stupeur par le déchaînement des conflits qui ravagent le Proche et le Moyen Orient mais également d'autres régions du monde. Mais il n'est pas moins angoissé par des tensions nouvelles qui s'amplifient en d'autres endroits stratégiques de la planète.

6. On mesure les conséquences catastrophiques d'un droit d'ingérence invoqué abusivement qui aboutit à déstabiliser des Etats et des régions du monde. On assiste à la mise en place de nouvelles divisions du monde marquées par des politiques d'endiguement qui mobilisent des moyens militaires et poussent à des alliances nouvelles dont certains Etats sont exclus.

7. Le passage d'un monde devenu unipolaire après 1991 vers un monde multipolaire suscite naturellement des résistances fortes et des comportements inquiétants. Est-il normal que des pays importants par leur superficie, leur démographie et leur poids économique soient absents du Conseil de Sécurité ? A l'évidence, le système de sécurité collective qui fut mis en place en 1945 et qui s'était adapté au monde bipolaire de la guerre froide est aujourd'hui fortement ébranlé.

8. Un petit pays comme le mien, trop souvent pressé de choisir un camp, entend avec d'autres porter la voix de ceux qu'on n'écoute guère, mais qui sont toujours les premiers à souffrir des choix

géopolitiques. Nous en savons quelque chose, nous qui avons été l'objet d'une "guerre par procuration". Aussi, nous ne pouvons nous contenter d'exprimer l'angoisse d'une nouvelle montée des périls. Nous voulons œuvrer avec tous les pays de bonne volonté à la construction d'un nouvel équilibre mondial respectueux des réalités du 21e siècle. Et lorsque des tensions apparaissent, nous considérons que notre rôle n'est pas de prendre parti, mais de contribuer au dialogue et à la recherche de tout ce qui contribue au règlement pacifique des différends.

9. L'actualité me fait devoir d'aborder la question du terrorisme. La question qui s'impose est celle des causes. Ce fanatisme n'est-il pas l'expression violente d'une colère ? Une colère qu'il faut s'efforcer d'analyser. Il y a trop d'injustices dans notre monde, trop d'inégalités et surtout une pratique beaucoup trop systématique du deux poids deux mesures dans les décisions prises. Le droit international s'impose aux uns alors que d'autres s'en exonèrent. S'agissant des religions, chaque gouvernement devrait veiller, comme nous nous y efforçons avec succès au Cambodge, à une cohabitation tolérante, respectueuse et paisible entre les croyants de toutes les religions.

10. Comment ne pas voir que la tragédie du peuple palestinien bafoué dans ses droits depuis bientôt 70 ans nourrit la révolte du monde arabe et, chez les plus indignés, la haine ? Comment, face à un tel déni infligé à tout un peuple depuis des décennies, ne pas comprendre que les discours sur les valeurs universelles et le droit international ne franchissent plus le seuil de la crédibilité ? Ne nous berçons pas d'illusions : le terrorisme ne sera éradiqué que le jour où les principales raisons de devenir terroriste auront disparu.

11. Une réflexion rapide à propos de l'économie : nous disposons maintenant d'une expérience suffisante pour évaluer la mondialisation née des accords de l'Organisation Mondiale du Commerce et des accords de libre-échange qui les prolongent. Cette

expérience nous amène à nous réjouir des progrès apportés par l'ouverture des marchés, mais elle nous force à constater les dangers réels provoqués par les droits conférés aux entreprises qui peuvent se déplacer comme elles l'entendent. Le chantage permanent aux délocalisations est un grand frein dans un pays comme le mien lorsqu'il s'agit d'améliorer les conditions de travail et un niveau de vie qui reste très faible.

12. Je veux partager la satisfaction de tous suite à l'accord intervenu en décembre dernier lors de la **COP 21**. Nous apprécions aussi que les deux principaux contributeurs au réchauffement climatique aient confirmé leur engagement et leur détermination.

13. Il arrive qu'on triche avec des traités. Mais il est une vérité incontournable : on ne triche pas avec la planète. Si la COP 21 ne débouche pas sur des actions concrètes entreprises par tous, la sanction interviendra, imparable et terrible, avec son cortège de phénomènes destructeurs et générateurs de souffrances nouvelles.

14. J'en viens aux "**Objectifs du Développement durable**". L'adoption de "l'Agenda 2030 pour un développement durable", confirme des objectifs ambitieux. Mais encore faut-il que cette ambition s'accompagne d'une véritable volonté politique. Je veux souligner ici la responsabilité des pays riches qui ont les moyens de faire de ces objectifs une réalité. Si le monde a fait, depuis 1990, de grands progrès en matière de développement humain, deux chiffres fournis par le PNUD, doivent retenir notre attention : il y a plus de 2 milliards de pauvres dans le monde et 1 milliard deux cent millions de personnes vivent avec moins d'un dollar vingt-cinq par jour. Rien qu'au regard de ces deux chiffres, les 17 objectifs du développement durable sont autant de tâches urgentes.

15. Je veux terminer en vous parlant de mon pays, le **Cambodge**. Il est pointé du doigt par des institutions internationales, par des parlementaires occidentaux ainsi que par certaines ONG occidentales. Et pourtant, je ne me présente pas devant vous en

accusé. Je m'adresse à vous au nom d'un pays trop souvent mal jugé et encore plus souvent méconnu et mal compris, en particulier dans les sphères occidentales. Et je le fais avec confiance. Beaucoup, ici, refusent de voir la communauté internationale confondue avec la communauté occidentale et ses jugements.

16. Celui qui vous parle est un survivant des rizières de Pol Pot, un survivant d'un pays transformé en un immense camp de travaux forcés. Après avoir été complètement détruit par les bombardiers de l'US Air Force, notre pays a subi les souffrances extrêmes d'un des régimes les plus cruels du XXe siècle. Il me faut donc rappeler dans quel état gisait le Cambodge en 1979 après que, seul de tous les membres de la communauté internationale, le Vietnam ait répondu à l'appel de ceux qui fuyaient un régime génocidaire.

17. Notre population qui comptait 8 millions d'habitants en 1970 était réduite à 4 millions cinq cent mille, environ, en 1979. Il n'y avait plus d'Etat, plus d'administrations centrales ou locales, plus d'hôpitaux, plus d'écoles, plus de monnaie, plus de religion ; tout le réseau routier avait été détruit, infrastructures comme institutions avaient disparus. En 1979, il ne restait au Cambodge, que 8 juristes en vie sur 750, 45 médecins sur 450, 7000 enseignants sur 22.000. 54% de l'ensemble du personnel médical avait disparu. Sur 1.600 techniciens agricoles, 200 environ étaient encore en vie.

18. En 1979, les survivants sont dans un état de délabrement physique et mental extrême. Et pourtant, ils sont punis pour avoir été libérés par un pays qui ne plaisait pas à une coalition qui, pendant 11 ans, a imposé à un pays totalement détruit, à un peuple de survivants traumatisés, le plus terrible des embargos, celui qui interdit toute aide au développement. Nous manquions de tout et nous avons été privés de tout.

19. Pourquoi, me direz-vous, rappeler tout cela qui est du passé ? Mais parce que c'est un passé qui ne passe pas. Comment ne pas comprendre que ce passé affecte encore et très profondément notre

présent ? Comment ne pas comprendre que cela pèse encore aujourd'hui puisqu'il s'agit de ressources humaines ?

20. En Occident, certaines ONG, certains medias, certains gouvernements érigent la moindre de nos faiblesses en crimes d'Etat. Avec les Accords de Paris, on nous a imposé un modèle parfait de démocratie, ignorant totalement dans quel pays elle devait s'implanter et avec quelles ressources humaines elle devait s'appliquer. On nous reproche aujourd'hui de méconnaître les droits de l'opposition. Mais en même temps, les ONG occidentales et les gouvernements qui soutiennent, chez nous, l'opposition politique réclament que nous transgressions nos lois et que nous ne punissions pas la diffamation, la calomnie, les incitations à la haine raciale, la fabrication de faux traités et de fausses cartes mettant en danger la sécurité nationale, lorsque ces crimes sont commis par l'opposition.

21. Nous avons fait des progrès notables dans les domaines de l'éducation, de la santé et des infrastructures. Nous luttons avec succès contre le sida et le paludisme. Nous avons entrepris une longue et difficile lutte contre la corruption. Notre ministère de l'Environnement et celui de l'Agriculture s'emploient à corriger les erreurs commises en matière de concessions forestières. Le taux de pauvreté diminue chaque année d'1% et, depuis 1994, nous connaissons un taux de croissance moyen de plus de 7%.

22. Nous nous attaquons, chez nous, à ce qui constitue une véritable entrave au développement durable : les mines et les restes explosifs de guerre. Nous avons fait de l'éradication de ces engins de mort un 18e objectif du développement durable du Cambodge, comme nous l'avions fait pour les MDGs.

23. Notre pays, qui a acquis, dans la douleur, une expérience considérable en matière de déminage, participe depuis 2006 aux opérations de maintien de la paix en envoyant des contingents de démineurs. Aujourd'hui, près de 900 femmes et hommes de ces contingents et de ceux du génie, des médecins, de la police militaire

opèrent actuellement au Liban, au Mali, en République de Centre-Afrique, au Soudan, au Sud-Soudan.

24. En ce qui concerne le changement climatique, je suis heureux d'annoncer que nous venons de terminer la procédure de ratification de l'Accord de Paris, hier même.

25. Nous avons connu les horreurs de la guerre portées au paroxysme. Nous connaissons plus que beaucoup d'autres le prix de la paix et nous privilégions en toutes circonstances le règlement pacifique des conflits, au risque quelques fois d'être incompris.

26. Enfin, notre passé exceptionnellement lourd nous fait devoir d'adhérer au réseau des Etats engagés dans la volonté de prévenir les crimes de masse. A cette fin, nous avons désigné la personne qui sera le correspondant national de ce réseau "R2P" proposé par les Nations Unies.

27. Au vu de ce bilan, méritons-nous d'être ce pays voué aux gémonies occidentales ? Je vous en laisse juges. Et je vous remercie de votre attention.